Bulletin d'information sur la Syrie n° 2 (février 2018)

Comité Syrie-Europe Après Alep

I) Les enjeux cachés de la reconstruction : le cas alarmant de Homs

Reportage de Bassem Mroue (Associated Press) à Homs, dans la ville détruite que les Syriens appelaient autrefois la *« capitale de la révolution »*, avec les survivants de la famille de Sumaya : *« Ce ne sont pas seulement les bâtiments qui ont été endommagés mais aussi les âmes »*, dit Shilar.

Destructions : l'urbanisme à coup de bombes

Sarah Najl Aldeen, Syrian Independent Media Group et Syria Untold accusent Assad d'utiliser l'action militaire pour influencer les plans d'urbanisme.

En effet, les militants et résidents de la troisième ville de Syrie affirment que les forces d'Assad ont délibérément détruit des bâtiments traditionnels dans le centre-ville, non dans un objectif militaire, mais pour ouvrir une voie qui coïncide avec celle du plan d'urbanisme controversé *Homs Dream*, *« le rêve de Homs »*. Bien que le régime ait annoncé son intention de travailler avec l'Onu pour reconstruire la ville (suscitant par contrecoup la méfiance des habitants vis-à-vis des agences de l'Onu, notamment UN-Habitat), il a écarté le projet qui avait remporté la compétition parrainée par l'Onu et présenté une alternative plus lucrative pour lui. Le plan d'urbanisme adoubé par le gouvernement pour le quartier de Baba Amro, également à Homs, a soulevé les mêmes craintes.

Mais cette politique ne semble pas devoir se limiter à Homs. Le gouvernement entend appliquer le même modèle à Kafr Sousa et Mazzeh, des quartiers de Damas, et dans la ville de Daraya, assiégée durant quatre années et complètement rasée après la reddition de ses habitants. Le plan d'urbanisme de Homs semble préfigurer ce qui attend les villes en Syrie dans le cadre de la reconstruction.

Reconstruction : le butin des alliés d'Assad

Selon une analyse de Hosam al-Jablawi (Syria Source), Assad ne considère pas la reconstruction comme un moyen de redressement économique, mais comme une occasion d'enrichissement personnel et un moyen de récompenser, par des transactions suspectes, les loyalistes et de punir l'opposition. On peut donc s'attendre à ce que les contrats conclus pour la reconstruction servent à alimenter la corruption et fassent l'objet d'un détournement politique très éloigné des véritables intérêts des populations et du pays.

Autres sources disponibles

- « Syrie : déplacements et recompositions des frontières confessionnelles, identitaires et politiques » : l'enregistrement audio d'une table ronde organisée dans le cadre des Rendez-vous de l'histoire du monde arabe en mai 2017, à l'Institut du monde arabe (Ima), avec Anna Poujeau, Emma Aubin-Boltanski et Nisrine Al-Zahre.

- L'étude *Destruct to reconstruct* (« Détruire pour reconstruire », juillet 2017) de l'économiste Jihad Yazigi, commandée par la Fondation Friedrich-Hebert (Allemagne), décrit comment le régime capitalise sur la destruction des biens et le régime foncier pour organiser la reconstruction à son seul profit.

- Dans leur étude *Rebuilding Syria* (« *Reconstruire la Syrie* »), publiée en décembre 2017 par le think tank Atlantic Council, Faysal Itani et Tobias Schneider, estiment que la reconstruction pourrait redémarrer dans les territoires qui échappent à la mainmise du régime.

- Dans son étude *"How the White Helmets fit in Syria's present and future"*, pour la fondation britannique Chatham House, Asaad Hanna analyse le rôle grandissant pris par l'organisation des Casques blancs en 2017, et la manière dont l'Ong pourrait jouer un rôle dans la reconstruction.

- « Les perspectives incertaines de la transition politique » : une analyse du chercheur syrien Sinan Hatahet, basé à Istanbul, dans AlSharq Forum.



II) Retour sur Alep

Trois regards sur la guerre, la résilience et le *« retour à l'ordre »* dictatorial

- De 2013 à 2015, Hosam Katan a photographié, notamment pour l'agence Reuters, la guerre à Alep : *« Je veux montrer la vie quotidienne, pour apporter une vision plus digne et profonde de la vie des gens dans une zone de guerre »* , explique-t-il. Son travail est rassemblé dans un livre, Yallah Habibi (Kehrer Verlag, novembre 2017). Voir ses photos sur slate.fr.

- Originaire de la ville d'Alep, co-fondatrice de Karam Foundation, l'écrivaine et architecte Lina Sergie Attar est inconsolable. Tous les matins, elle doit faire la paix avec le sentiment de perte et de dévastation qui l'habite et dépasser la culpabilité et la honte quand des souvenirs inattendus resurgissent. Ses amis restés sur place se réfugient-ils dans l'ironie ? Sont-ils encore d'humeur subversive ?, se demande-t-elle en décembre 2017. Elle poursuit avec une lucidité mêlée d'autocritique : *« au cours des sept années qui se sont écoulées depuis que des millions de personnes à travers le Moyen-Orient se sont soulevées contre les dictateurs qui les dirigeaient, ce sont ceux qui ont croisé les bras, ont détournés les yeux et gardé le silence pendant que leurs concitoyens étaient massacrés, disparaissaient et s'exilaient, qui ont adopté la position la plus pertinente »*, avant d'ajouter : *« Pour le moment, tout au moins. »* Et de poursuivre : *« Quand le désespoir m'atteint, j'essaie de me concentrer sur ce qui est pertinent. Je réinvente l'espoir à partir de cet état d'oppression, absolu et statique, par l'exécution de milliers de petites actions qui peuvent améliorer les choses à long terme – comme sauver des enfants syriens réfugiés de la nécessité de travailler ou raconter à mes enfants des*

histoires sur ma ville bien-aimée afin qu'ils puissent créer leurs propres "souvenirs d'Alep", même si elles ne peuvent jamais y aller. Nos espoirs résident dans la conviction que le cumul de ces actions justifiera notre vision d'un avenir juste et libre, voir finira par la réaliser. C'est notre bataille désormais. Et souvent, c'est surtout avec nous-mêmes que nous apprenons à survivre. »

- Plus d'un an après la défaite des rebelles, une grande partie d'Alep est encore en ruines, constate Bassem Mroue (Associated Press). « *Depuis la victoire des forces de Bachar al-Assad, il y a eu peu de tentatives de réconciliation et la façon dont une partie de la ville s'est soulevée contre le régime est un sujet tabou.* » Par conviction ou par crainte de représailles, les habitants ne livrent aux journalistes que des déclarations pro-Assad. Ceux qui affichent leur soutien à l'opposition ne sont pas revenus ou se tiennent à l'écart.

Après Alep

L'opposition syrienne – politique, militaire et civile – a-t-elle tiré les leçons de la chute d'Alep ?, se demande Abdullah Almousa, chercheur et analyste militaire. A-t-elle perdu ses derniers alliés à la suite des pourparlers d'Astana et de la conférence de Riyad en 2017 ? Est-elle toujours porteuse d'un espoir de changement qui pourrait ouvrir la voie à la destitution d'Assad ?

A la recherche d'un monde

Les travaux du colloque international « Syrie : à la recherche d'un monde » des 14 et 15 décembre 2017 à l'université Paris-Diderot, conçu par Catherine Coquio, professeur de littérature comparée, avec Hala Alabdalla et Nisrine al-Zahre, au centre de ce cycle d'une ampleur exceptionnelle, sont désormais accessibles en ligne.

III) La situation diplomatique, militaire et humanitaire

« La guerre sans fin »

- Les cinq principales zones de combats en Syrie cartographiées au 23 janvier pour France 24.

- Le 29 janvier, la Russie a annoncé un retrait partiel de ses moyens aériens. Il s'agit ainsi de marquer la victoire militaire du président russe Vladimir Poutine dans la perspective de l'élection présidentielle prévue pour le 18 mars 2018, mais le retrait est probablement une ruse, écrit Matti Suomenaro pour l'Institute for the Study of War.

- Dans la région d'**Afrin**, qui sont les combattants kurdes en Syrie ? Qui sont ces rebelles syriens alliés à l'armée turque (opération « Rameau d'olivier ») ?

- Dans son analyse, mise en ligne le 31 janvier, sur l'attaque d'Afrin par la Turquie et la réunion de Sotchi, Michel Duclos, ancien ambassadeur de France à Damas de 2006 à 2009, aujourd'hui conseiller spécial à l'Institut Montaigne, souligne que la confrontation américano-iranienne tend à devenir désormais un facteur majeur du conflit syrien.

- Le 29 janvier, un hôpital soutenu par Msf est ciblé et détruit par des frappes russes, qui font plusieurs morts, près d'**Idlib**. Le 30 janvier, Panos Moumtzis, le coordinateur humanitaire de l'Onu en Syrie se dit *« consterné »* par les frappes aériennes continues sur les hôpitaux, mais ne nomme pas les responsables russes et syriens. Le 30 janvier, à Idlib encore, un marché bombardé par des avions présumés russes en Syrie (15 morts). Selon un bilan, 212 140 personnes ont été déplacées par les opérations d'Assad à Idlib et Hama. Ce chiffre a doublé en sept jours.

- Le 11 janvier, un communiqué de Human Rights Watch sur les enfants exposés aux attaques en **Ghouta** orientale. Le 12 janvier, dans un article intitulé « La vie sous le siège – Comment les gens luttent pour survivre dans la Ghouta orientale », Luna Safwan et Samer Bouidani rapportent des paroles d'espoir tenace en dépit de tout : *« Je crois que nous avons fait tout ce que nous étions supposés faire ; maintenant nous devons juste attendre le jour où le siège sera brisé. Je suis certain que des jours meilleurs nous attendent. »* Le 23 janvier, dans la Ghouta orientale, les jeunes Syriens passent leurs nuits dans des abris souterrains : un reportage de Ammar Hamou et Madeline Edwards pour Syria Direct. Le 7 février, la dépêche de l'Afp titre : « Troisième jour de raids meurtriers du régime sur un fief rebelle », alors que Rfi parle de *« bain de sang »*.

Les armes chimiques encore, mais toujours pas de « ligne rouge »…

Selon des diplomates et des scientifiques, interrogés par Reuters à La Haye, au siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (Oiac/Opcw), des liens ont été établis pour la première fois entre les tests de laboratoire opérés après l'attaque au gaz sarin de 2013 et des armes chimiques utilisées par le régime en 2014. Il sera désormais plus difficile pour la Syrie et la Russie de se réfugier dans le déni.

« *Pour la troisième fois depuis le début de cette année, le chlore est utilisé comme arme chimique à Douma, dans la banlieue de Damas* », affirme le fondateur de Bellingcat, Eliot Higgins, spécialisé dans le journalisme d'investigation en ligne dans une perspective citoyenne.

« *Mais pourquoi cette assourdissante indifférence occidentale aux attaques chimiques qui ont repris depuis le début 2018 ?* », demande le géographe Jean-Sylvestre Mongrenier, de l'université Paris-8 et de l'Institut Thomas-More dans Atlantico.

Une aide humanitaire bloquée

Les opérations humanitaires en Syrie ne vont « *nulle part* », admet l'Onu. Le régime syrien de Bachar al-Assad n'a autorisé aucun convoi d'aide humanitaire à entrer en Syrie depuis deux mois, a dénoncé le conseiller spécial du médiateur de l'Onu pour la Syrie, Jan Egeland.

Le bus pour la liberté à Paris, le 27 janvier 2018 photo Mohammed Abdullah

Les disparitions forcées : le combat de l'association Familles pour la liberté

Créée il y a un an, par huit épouses, mères, sœurs et filles de victimes de détentions arbitraires ou de disparitions forcées, l'association Familles pour la liberté est arrivée en bus à Paris le 27 janvier. Premier rassemblement, place de la République où elles ont été rejointes par des Syriennes de Paris dans la même situation. Le lendemain, elles ont été chaleureusement accueillies par l'association Souria Houria (Syrie libre). Et le surlendemain, elles ont été reçues par la section de la Ligue des droits de l'homme de l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess) et le Comité Syrie-Europe, après Alep, dans une enceinte académique – forme de reconnaissance à laquelle elles ont été sensibles, car plusieurs d'entre elles sont avocate, médecin, professeure… Leurs histoires individuelles, telle celle de Fadwa Mahmoud, filmée par The Syria Campaign, sont bouleversantes.

Mais leur cause est collective : elles se battent pour tous les disparus. Leur mot d'ordre est simple : elles veulent connaître la vérité sur le sort de leurs proches et veulent les voir revenir, s'ils sont encore en vie. Elles sont prêtes à se battre dans la durée comme les mères et grand-mères de la place de Mai en Argentine dans les années 1970… Prochaine étape du bus : Berlin.

L'historien André Burguière s'est entretenu avec l'une d'elles, réfugiée politique en France dont la fille, très émue, était présente à la rencontre.

Pour aller plus loin

La mémoire vive d'Alep est partagée par Salam Kawakibi sur France Culture. Le regard de Najah Bukai sur la prison et la torture traverse l'Atlantique. L'art syrien est en exil entre Beyrouth et Berlin.

La collecte et sélection des informations a été arrêtée le 7 février. Le comité Syrie-Europe, après Alep remercie Marc Hakim et Claire A. Poinsignon pour leur contribution à la rédaction de ce bulletin.